

Côte d'Ivoire : Rencontre Ouattara-Bédié-Gbagbo ou la réconciliation en attente

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 21 JUILLET 2022

1143

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Affaire des 49 ivoiriens

Une évolution en zigzag



**Me Mamadou Ismaila Konaté : Réquisitoire
contre le Procureur spécial de la CRIEF**



**Sécurité alimentaire : Des initiatives pour atténuer
la souffrance des populations**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

20 Juin
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

610

Nouveaux cas confirmés

02

Nouveaux guéris

03

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

540 362 Vaccinations incomplètes

1 450 638 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 205

Guéris

30 373

Décès

737

dont 18 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.16



P.24



/ Une /



Affaire des 49 ivoiriens : Une évolution en zigzag

P.5

/ Brèves /



Yèrèwolo debout : La mission des nations unies sommée de quitter le Mali !

P.12

Le parti USR reçu a la primature : Faire la politique autrement

P.12

Région de Gao : L'union européenne soutient les plus vulnérables

P.12

La garde nationale du Mali : Une nouvelle ère pour les mutualistes

P.13

Mali : La banque mondiale lève ses sanctions contre le pays

P.13

Accident de la circulation incluant des candidats au bac, avec un mort, sur la route

de Moribabougou : La ministre Dédéou Ousmane au chevet des blessés

P.14

Baccalauréat 2022 : À Kéniéba, des enseignants se retirent de la surveillance

P.14

Mali : L'OIM facilite le retour de 116 migrants maliens en provenance du Niger

P.14

/ Actualité /



Bourses du Maroc aux étudiants maliens : Le Directeur de la DGESG fait le point !

P.16

Sécurité alimentaire : Des initiatives pour atténuer la souffrance des populations

P.17

École militaire d'administration : Les officiers stagiaires de la 23ème promotion

reçoivent leur parchemin

P.18

Premier voyage d'essai du train sur l'axe Bamako Kayes réussi : Enfin, le train

siffle !

P.19

/ Politique /



Affaires des 49 ivoiriens : Le porte-parole de la MUNUSMA déclaré « personae non grata »

P.22

Le CDM sur la conduite de la transition : « Il est aujourd'hui inacceptable de continuer à assister pacifiquement Mahmoud Dicko dans sa volonté irresponsable et apatride... »

P.24

Tension Mali-Côte d'Ivoire : Pourquoi Faure en « renfort »

P.25

/ Culture & société /



« Pour un Mali meilleur » : Moussa Mara réaffirme son engagement intellectuel et politique

P.26

/ International /



Me Mamadou Ismaila Konaté : Réquisitoire contre le Procureur spécial de la CRIEF

P.27

Côte d'Ivoire : Rencontre Ouattara-Bédié-Gbagbo ou la réconciliation en attente

P.28

Au Kenya : Naissance exceptionnelle de girafons jumeaux

P.29

Diplomatie : Alassane Ouattara entame une visite d'Etat en Afrique du Sud

P.30

/ Sport /



Foot allemand : Le Bayern Munich s'offre Matthijs de ligt

P.31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Affaire des 49 ivoiriens

Une évolution en zigzag

Quelle solution se profile à l'horizon pour une sortie de la crise qui oppose le Mali à la Côte d'Ivoire ? Quelle voie sera privilégiée : diplomatique, judiciaire ou un bras de fer ?

La fameuse affaire de l'arrestation à Bamako de 49 « militaires » ou « mercenaires » ivoiriens (c'est selon !) à l'aéroport Président Modibo Keita de Bamako-Senou ne cesse manifestement d'aller de rebondissement en rebondissement. Elle semble, en tout cas, selon les apparences, évoluer en dent de scie entre accalmie et aggravation. L'observateur ou l'analyste ne peut s'empêcher aujourd'hui de s'interroger sur la voie choisie pour dénouer la crise. Sera-t-elle diplomatique, judiciaire ou le résultat d'un bras de fer pour ne pas dire plus.

Le premier acte de cette évolution en zigzag a été posé par le communiqué lu à l'ORTM par le colonel Abdoulaye Maïga, sanglé dans son uniforme de gendarme, ton martial, répétant à trois reprises pour se faire entendre et comprendre par tous « **Au regard de ces manquements et infractions commis dans le cadre du déploiement de ces quarante-**

neuf (49) militaires ivoiriens, le Gouvernement de la Transition les considère comme des mercenaires, tels que définis par la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique. Le dessein funeste des personnes interpellées était manifestement de briser la dynamique de la Refondation et de la sécurisation du Mali, ainsi que du retour à l'ordre constitutionnel ». Et en conséquence, le Mali s'engageait à mettre à la disposition des autorités judiciaires compétentes les quarante-neuf (49) militaires ivoiriens interpellés. Nous étions le 11 juillet dernier. Dès le lendemain 12 juillet, le Conseil national de sécurité de la Côte d'Ivoire, réunit sous la présidence du président Alassane Dramane Ouattara, après avoir réfuté point par point les arguments avancés par la partie malienne « **demande aux autorités maliennes de libérer, sans délai, les militaires ivoiriens**

injustement arrêtés ».

L'escalade, voire la confrontation paraissait ainsi inéluctable même si la Côte d'Ivoire ajoutait qu'elle continuerait « **d'œuvrer pour le maintien du climat de paix et de fraternité qui a toujours prévalu entre la Côte d'Ivoire et le Mali... et appelle les populations au calme et à la retenue** » après que le Mali eût déclaré « **Le Gouvernement de la Transition, soucieux de la préservation des relations séculaires entre le Peuple malien et le Peuple ivoirien, est solidaire des autorités ivoiriennes certainement troublées par la présence illégale des quarante-neuf (49) militaires ivoiriens au Mali, « à l'insu et sans l'autorisation valable » des autorités ivoiriennes. Le Gouvernement de la Transition voudrait également compter sur la coopération avec la République sœur de Côte d'Ivoire, afin que toute la lumière soit faite sur cette affaire** ».

Ces appels des deux gouvernements n'étaient pas vains tant les pyromanes, des deux côtés avaient commencé à véhiculer des messages de haine et de guerre.

Après cette passe d'armes, le colonel Assimi Goïta, joignant le geste à la parole et choisissant la voie de l'apaisement et du dialogue a sollicité et obtenu la facilitation du président togolais Faure Gnassingbé dont la mission a



été acceptée aussi par le président Ouattara. Il ressort ainsi du communiqué conjoint signé par les ministres des Affaires étrangères du Mali et du Togo que « **Le Président de la Transition s'est dit ouvert au dialogue et disposé à œuvrer, conformément à l'esprit de fraternité et d'excellentes relations entre le Mali et la Côte d'Ivoire, à un dénouement heureux de cette situation, y compris par voie diplomatique, dans le strict respect de la souveraineté du Mali. A cet égard, le PT a souhaité une mission de bons offices entre les parties concernées. Le Ministre DUSSEY a réaffirmé la**

disponibilité du Président Faure Essozimna GNASSINGBE à poursuivre son appui à la Transition et à aider à la résolution de cette situation ».

Le soulagement de ceux qui, comme les artistes maliens reçus par le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga ont prôné l'apaisement a vite fait place aux interrogations avec deux évolutions majeurs observées du côté malien; La première est un communiqué daté du 18 juillet du Procureur Général indiquant qu'il a instruit « l'ouverture d'une enquête judiciaire pour faire toute la lumière sur l'affaire (de l'interpellation de 49 militaires de nationalité ivoi-

rienne) ». Qu'est-ce à dire ? Que le Mali reste en cohérence avec sa déclaration initiale du 10 juillet ? Qu'il y a dédit ou désaveu de la facilitation qui s'amorce ? Ou encore que la justice va faciliter le bon dénouement de l'affaire ? La seconde évolution concerne la décision de demander au porte-parole de la MINUSMA, Olivier Salgado, de quitter le Mali dans les 72 heures. La « **mesure fait suite à la série de publications tendancieuses et inacceptables de l'intéressé sur le réseau social tweeter déclarant, sans aucune preuve, que les Autorités maliennes auraient été préalablement informées de l'arrivée des 49 militaires ivoiriens par vol civil, à l'aéroport international Président Modibo KEITA, le dimanche 10 juillet 2022. En plus, la demande officielle à lui adressée à travers sa hiérarchie depuis le 12 juillet 2022, de fournir la preuve des affirmations contenues dans son tweet, ou au cas contraire, de porter la rectification nécessaire, dans la même forme, est restée sans suite. Le Ministère ne saurait passer sous silence ces agissements qui portent atteinte au partenariat avec la MINUSMA et d'autres partenaires** ».

Qu'en dit et qu'en pense la Minusma ? Son porte-parole Farhan Haq a réagi en ces termes « **Nous regrettons profondément la décision des autorités maliennes de demander à un membre de l'équipe de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali de quitter le pays sous 72 heures. Il est important de rappeler que le personnel de l'ONU ne peut pas être déclaré persona non grata - c'est contraire aux obligations de la Charte des Nations unies, y compris celles concernant les privilèges et l'immunité de l'ONU et de ses équipes. La Minusma et le siège sont en train de prendre les mesures adéquates pour un suivi de ce dossier avec les autorités concernées** ».

Quelles incidences ces dernières évolutions auront sur l'issue des difficultés entre le Mali et la Côte d'Ivoire, deux pays frères.

Il faut souhaiter bonne chance et surtout bon courage au facilitateur Faure Essozimna GNASSINGBE.

■ Moctar SOW



Jeune Afrique



Dangote Industries dissipe les inquiétudes concernant le financement de ses activités de raffinerie et de ciment en levant 187,6 milliards de nairas à la bourse nigériane. Le groupe donne ainsi un coup d'accélérateur à son projet de méga-raffinerie à Lagos.



L'ESSOR



Le Procureur général près la Cour d'appel de Bamako a annoncé, lundi 18 juillet, l'ouverture d'une enquête judiciaire pour faire toute la lumière sur l'affaire des 49 militaires de nationalité ivoirienne interpellés, le dimanche 10 juillet 2022, à l'aéroport de Bamako



L'ancien sélectionneur des Aigles s'est engagé pour deux ans avec le FC Saint-Éloi Lupopo qui évolue en première division congolaise



Galedou Master SOUMY



L'ancien premier ministre et président du parti FARE ANKA WILI, MODIBO SIDIBÉ et son épouse madame SIDIBÉ ont reçu leurs CD de l'album LA MAIN DE DIEU.

Au menu de nos échanges, des questions principales concernant la situation actuelle de notre pays, la perte de nos repères et valeurs sociétales.

Les pistes de solutions pour une véritable refondation du Mali, le rôle et la responsabilité de nous artistes et acteurs culturels dans l'éducation, la sensibilisation et l'émancipation de la population dans le but de retrouver le Mali d'antan.

Mon manager DONY BRASCO et moi avons reçu les félicitations

et encouragements du premier ministre SIDIBÉ et de son épouse pour nos différentes initiatives culturelles éducatives permettant d'éveiller les consciences et de provoquer des réflexions.

Qu'Allah bénisse le Mali.



Jeune Afrique Business



Mauritania Airlines prête à reprendre de l'altitude (après avoir frôlé le crash)

Très endettée, la compagnie devrait prochainement retrouver des marges de manœuvre grâce à une augmentation de capital. Un répit qui permettra de revoir son positionnement et de repenser la gestion de sa flotte.



Iba One



Du stade Omnisports, en passant par le Stade du 26 Mars pour finir à la place du cinquantenaire, il a toujours marqué sa présence dans nos différents concerts, un apport considérable pour la Teamgladia. Très chers Gladias, sortez massivement pour soutenir comme il le faut notre frère MC LEH officiel ce Vendredi 22 Juillet à la Place du cinquantenaire dès 18 h. Je compte sur une mobilisation forte. Nous sommes une famille.
#teamgladia



Moussa Baba Coulibaly



Session de renforcement des connaissances des médias dans le traitement des questions de population, en marge de la célébration, en différé, le 18 juillet 2022 de la journée mondiale de la population à DIO. La cinquantaine d'hommes et de femmes ont été largement édifiés sur les notions de genre, santé, collecte des données, les sources d'information fiables et l'importance de "remonter à la surface" les besoins des populations et plus particulièrement les plus vulnérables.
#UNFPAMALI a saisi l'occasion pour remettre aux participants le lexique sur les sigles et expressions en matière de population. Merci à mes amies Sane N'diaye pour la mobilisation des Journalistes du Réseau Droits Humains #JDH et à Sanogo Khadydiatou pour la

conduite à la session des Journalistes du Réseau Santé Population et Développement.



Croissanceafrique.com



(CROISSANCE AFRIQUE)-Après la centrale thermique dual fuel 125 Mégawatts de Maria-Gléta 2, le Bénin dispose désormais de sa première grande Centrale solaire photovoltaïque de 25 Mwc. Celle-ci réalisée à Illoulofin dans la commune de Pobè, département du Plateau, grâce au projet DEFISSOL vise à contribuer à la croissance économique du Bénin par l'amélioration des performances de ses opérateurs électriques et la qualité du service électrique fourni dans le respect de l'environnement. ...



(CROISSANCE AFRIQUE)-Le processus de présélection et de sélection des bénéficiaires des bourses offertes par le Royaume du Mali et la Tunisie ont fait l'objet d'un exposé par le Directeur général de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique, lors du point de presse organisé à cet effet. Le Royaume de Maroc a offert au Mali 150 bourses d'études universitaires au titre de l'année universitaire 2022-2023....



■ Koulouba Actu



Cette information a été donnée par le ministre des Transports et des Infrastructures, Mme Dembélé Madina Sissoko. C'était à l'occasion du lancement du voyage d'essai du train sur la voie Bamako-Kayes-Bamako, mercredi 13 juillet 2022, à la gare ferroviaire de Bamako.



■ Issa Kaba



L'artiste de retour, Modibo Konaté a quitté expressément Sikasso pour répondre à l'invitation du Salon des médias du Mali



■ Financial Afrik



Le conseil d'administration de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), réuni le 20 juillet 2022 à Douala, a pris d'importantes déci-

sions au rang desquelles la nomination de Pierre Emmanuel Nkoa Ayissi dans les fonctions de directeur national de la BEAC pour le Cameroun. Ancien directeur de l'agence BEAC de Douala, il remplace Blaise Nsom admis à faire valoir ses droits à la retraite.



■ Samprin Bob



J'ai acheté 1kg de sucre à 700 fcfa aujourd'hui. Très sérieusement quelqu'un peut m'expliquer l'actuelle hausse des prix? Bilaye j'y comprends rien .

■ Ministère Délégué chargé des Réformes Politiques et Institutionnelles



Elaboration de la nouvelle Constitution au Mali : LA COMMISSION DE REDACTION CHEZ LE MINISTRE DELEGUE CHARGE DES REFORMES POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES

Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Réformes politiques et institutionnelles Mme SYLLA Fatoumata S DICKO a reçu ce mardi 19 juillet 2022, le Président de la Commission de rédaction de la nouvelle Constitution. M. Fousseyni SAMAKE était accompagné par certains membres de ladite commission. Il s'agit de Me Zouboye Fatoumata DICKO M. Waffi OUGADEY et du bâtonnier Me Moustaphe CISSE.

Le Président SAMAKE a exprimé faire cette visite de courtoisie en raison de la proximité qui existe entre les missions du ministère délégué et celles de la commission qu'il préside. Il a expliqué la méthodologie des travaux et les axes de coopération souhaités avec toutes les parties prenantes à Bamako ainsi qu'à l'intérieur du pays. En réponse Mme le ministre s'est réjoui de cette visite. Elle a estimé que les profils, qualités et parcours des membres de la commission, font une unanimité de fait dans l'opinion nationale. Cette confiance est un élément fédérateur de nature à faciliter le bon déroulement des travaux de la commission.

Mme le ministre a assuré de son entière disponibilité à accompagner la commission pour contribuer au processus de refondation du Mali dans le cadre de la réforme constitutionnelle. CCOM/MDPRI



■ Modibo Simbo Keita

Nous n'avons pas assez d'attikié pour nourrir tout ce monde...



■ Mamoutou Dante

Pour les préparatifs des éliminatoires du prochain Championnat d'Afrique des nations CHAN, le sélectionneur des Aigles Espoirs du Mali, Nouhoum Diané a convoqué 50 joueurs. Bonne chance



■ Présidence de la République du Mali

Koulouba | 20 juillet 2022 | #Patriotisme
Le Chef de l'État a reçu un marcheur venu de la Mauritanie



Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a reçu Adama TERETA, marcheur venu de la Mauritanie pour lui remettre le drapeau national en guise de soutien aux autorités de la Transition. C'était ce mercredi 20 juillet 2022 en présence du ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine.

Après la remise du drapeau au Président GOÏTA et quelques minutes d'échanges, le jeune homme de 32 ans, chauffeur et cuisinier en Mauritanie, a confié à la presse les objectifs de cette marche, sur une distance de 1600 km, parcourus en 45 jours. « J'ai effectué cette marche pour l'amour de la patrie et aussi exprimer tout mon soutien au Colonel Assimi GOÏTA en raison des actes qu'il pose pour la reconquête de la souveraineté du Mali », a-t-il précisé.

M. TERETA se dit satisfait de la gestion du Chef de l'État et invite chaque citoyen à apporter sa pierre à la construction de l'édifice national. Le jeune marcheur se dit conscient que la tâche des autorités maliennes est lourde, mais reste convaincu qu'avec l'appui de chaque citoyen, cette Transition sera une parfaite réussite. « Le souhait de tous les Maliens est de voir les autorités de la Transition réussir leurs missions », a-t-il indiqué avant de prier pour le repos de l'âme de toutes les victimes civiles et militaires de la barbarie terroriste.

Il a également souhaité prompt rétablissement aux blessés de guerre. Adama TERETA a salué les efforts de l'Ambassadeur du Mali en Mauritanie, du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur ainsi que du ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine pour tous leurs efforts dans la facilitation de sa marche. Aussi a-t-il remercié le Président de la Transition ainsi que le Premier ministre d'avoir accepté de le recevoir.



■ Serge Daniel



Sahel/ Autre bizarrerie : D'après mes informations, quelque part au Sahel, une cargaison de carburant destinée à des forces régulières se retrouve entre les mains de groupes Jihadistes ! J'ai quelques pistes et idées....

LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPEE POUR RAISON DE SANTE



Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance,
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories,
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle

Les pièces constitutives du dossier de demande anticipée pour raison de maladie

Pièce à fournir	Responsable Autorité de délivrance	Responsable du remplissage
Demande de Pension de retraite	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	L'assuré
Certificat d'emploi et de salaires	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	Le dernier employeur, éventuellement rempli par les précédents sur des imprimés distincts lorsque l'assuré a fait moins de 8 ans chez le dernier employeur.
Certificats de travail	Tous les employeurs de l'assuré	Chaque employeur de l'assuré doit un fournir un certificat de travail
Certificat de vie	Autorité municipale	Autorité municipale
Certificat médical	Médecin traitant et médecin-conseil INPS	Médecin traitant et médecin-conseil INPS
Justificatifs des rémunérations perçues	Employeur	L'employeur (bulletins de salaire, indemnité de départ à la retraite, etc.)
Certificat de vie des enfants de 1 à 13 ans	Autorité municipale	Autorité municipale
Certificat de fréquentation scolaire des enfants de 14 ans plus.	Autorité scolaire	Autorité scolaire
Pièces d'états civils non déclarées au moment de l'immatriculation	Autorité municipale	Autorité municipale : * pièces d'état-civil des enfants non déclarés par l'assuré «pièces d'état-civil des mariages non déclarés par l'assuré

Calcul de la pension de retraite anticipée pour raison de santé

La pension de retraite anticipée pour raison de santé est calculée sur les mêmes bases que la pension de retraite normale à savoir :

- la rémunération mensuelle moyenne (RMM) des rémunérations soumises à cotisation au cours des huit dernières années d'activité ;
- le taux d'annuité (TA) qui est fixé par la loi à 2% ;
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation ou années ou durée d'assurance [DA].

Le montant de la pension de retraite anticipée pour raison de santé (pension principale PP) sobtient en appliquant la formule suivante :

$$PP = RMM \times TA \times DA$$

Exemple :

Un assuré âgé de 54 ans comptant 17 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation qui a eu une rémunération totale de 9 463 616 FCFA au cours des huit dernières années d'activité.

La pension de l'intéressé se calcule comme suit :

- la rémunération mensuelle moyenne (RMM) :
9 463 616 FCFA : 96 = 98 579,33 FCFA
- le taux d'annuité (TA) : 2%
- la durée d'assurance (DA) : 17 ans
- le montant de la pension principale est de :
98 579,33 FCFA X 2% X 17 = 33 516,86 arrondis à 33 517 FCFA

Date d'effet : la pension de retraite anticipée pour raison de santé prend effet le premier jour suivant la cessation d'activité à condition que la demande de liquidation de la retraite soit introduite dans le délai de six mois qui suivent cette cessation d'activité.

Droits connexes : le titulaire d'une pension de retraite anticipée pour raison de santé bénéficie des allocations familiales s'il a des enfants en charge.

La pension de retraite anticipée pour raison de santé donne droit à pension de survivants au décès de son titulaire.

Yèrèwolo debout : La mission des nations unies sommée de quitter le Mali !



Au Mali, le mouvement « Yèrèwolo débout sur les remparts », a demandé le départ immédiat de l'ONU.

Près d'un mois après le renouvellement de son mandat, la mission des Nations Unies est invitée à quitter le territoire malien. Il s'agit d'une exigence du mouvement Yèrèwolo débout sur les remparts. Dans un communiqué, cette organisation qui se définit comme souverainiste, estime que la Minusma souffre d'un manque de vision pour répondre au besoin crucial de paix du peuple malien.

« La Minusma est devenue une force d'occupation qui ravive et entretient la peur, les clivages ethniques et la méfiance entre communautés du Mali » martèle le mouvement avant de poursuivre : « La Minusma va quitter le Mali avant le 22 septembre 2022 », date d'anniversaire de l'accession à l'indépendance de la République du Mali.

Cette demande intervient quelques jours après que le gouvernement malien ait suspendu toutes les rotations militaires de la Minusma. Une décision qui fait suite l'arrestation des 49 soldats ivoiriens le 10 juillet à l'aéroport de Bamako.

Source : Actu Cameroun

Le parti USR reçu a la primature : Faire la politique autrement



Le Chef du Gouvernement Choguel Kokalla Maïga a reçu, ce mardi 19 juillet 2022 une délégation de l'Union pour la Sauvegarde de la République (USR) conduite par son Président M. Nouhoum Togo.

M. Togo a rappelé que les membres de son parti ont pris part aux Assises Nationales de la Refondation et aux consultations ayant mené à la création de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections. Les membres du parti ont réaffirmé leur soutien à la Transition et se sont dit prêts à l'accompagner sous le leadership du Chef de l'État S.E. le Colonel Assimi Goïta et du Premier ministre.

« Vous êtes une école pour le Mali et toute l'Afrique, le Mali ne vous oubliera jamais » ont-ils affirmé en s'adressant au Chef du Gouvernement Choguel Kokalla Maïga a remercié ses hôtes pour leur soutien à la Transition, « Vous avez été aux avant-postes » a-t-il rappelé.

Les forces du changement doivent se donner la main pour rendre le processus de refondation irréversible en gagnant les prochaines élections a conclu le Premier ministre.

Source : CCRP/Primature

Région de Gao : L'union européenne soutient les plus vulnérables

La mise en œuvre du Programme de Développement d'Urgence est en cours de mise en œuvre dans les communes d'Ansongo, Tin Hama, Ouattagouna, N'tillit et Tessit ! Il s'agit d'activités de transferts monétaires, de lutte contre la malnutrition, d'appui à l'élevage et au maraichage pour soutenir la résilience des populations vulnérables, sur les zones frontalières particulièrement fragiles du Mali.

Aujourd'hui s'est tenu à Gao, le comité de pilotage régional du programme, en présence des autorités locales, de la Délégation de l'UE, des ONG de mise en œuvre et des services techniques de l'État. Les premiers résultats, deux ans après le lancement, ont été présentés. Les échanges ont couvert les difficultés rencontrées mais aussi la bonne collaboration avec les services techniques sur le terrain.



Une des activités, la distribution de petits ruminants, doit permettre aux ménages pauvres d'améliorer leurs conditions de vie. Les revenus liés à la production de lait et la vente des caprins sont des moyens pour aider les ménages à faire face à des chocs répétitifs dans la zone.

Source : L'INDEPENDANT

La garde nationale du Mali : Une nouvelle ère pour les mutualistes



La Garde nationale du Mali a organisé une Assemblée générale extraordinaire de la mutuelle de la Garde nationale. C'était le mardi 19 juillet 2022 au camp des gardes de N'Tomikorobougou. Les travaux ont été dirigés par le chef d'État-major de la Garde nationale, le Général de brigade Élysée Jean Dao. La rencontre a enregistré aussi la présence du Président de la mutuelle, le Commandant Alfousseny Ba et plusieurs autres mutuelles amies qui sont entre autres celle de la Gendarmerie nationale, de la Direction du service de santé des armées.

Cette Assemblée générale extraordinaire du conseil d'administration de la Garde nationale du Mali était axée sur la variation de la cotisation mutuelle. Elle a été initiée à partir de l'étude faite par l'union technique de la mutuelle malienne. La présentation du logiciel de gestion de la mutuelle, celle du projet de construction du nouveau siège de la mutuelle étaient à l'ordre du jour et des divers.

Le président du conseil général de l'Assemblée générale de la mutuelle de la Garde nationale du Mali, le Commandant Alfousseny Ba a noté qu'après plusieurs consultations avec des personnes ressources et des réflexions poussées au sein du conseil d'administration et dans des cadres formels et informels ont amené à soumettre les projets qui sont entre autres un projet de validation de la cotisation des adhérents, projet établi sur la base d'étude de faisabilité par Union Technique de la Mutuelle Malienne. Ainsi, cette variation impactera les prestations liées à la retraite et les prestations de décès.

L'édifice moderne et multifonctionnel sera construit avec des commodités répondant aux normes de sécurité et un design de très haute qualité afin de bâtir un siège comprenant des bureaux, une grande salle polyvalente, une boutique de vente d'effets militaires et un GAB-BDM-SA.

Le Commandant Ba a souhaité que cet édifice soit une vitrine de la GNM et celle de l'ensemble des forces de défense et de sécurité qui abritera des cours de certaines structures de formations militaires, des ateliers de formation, des séminaires ou autres activités d'importance capitale pour les questions de défense et de sécurité. Selon le Commandant Ba, l'exemple le plus illustratif est relatif à l'acquisition d'un logiciel de gestion constituant un gage de transparence et d'efficacité dans les actions de tous les jours. Il a enfin noté que le degré de solidarité au sein de la Garde nationale du Mali dépend de la cohésion au sein des diffé-

Mali : La banque mondiale lève ses sanctions contre le pays



La Banque mondiale a annoncé la levée de la suspension de ses opérations financières au Mali, une mesure prise en mai 2021 après deux coups d'État en moins d'un an, selon une note mardi du ministère de l'Économie et des Finances malien.

Le vice-président de la région Afrique de l'Ouest et du Centre de la Banque, Ousmane Diagana, a adressé au ministre de l'Économie et des Finances une correspondance datant du 18 juillet 2022, lui annonçant la levée de la suspension des décaissements relatifs aux projets et aux programmes financés par la Banque mondiale au Mali", indique cette note publiée sur la page Facebook du gouvernement. Cette décision "permettra ainsi, dans les plus brefs délais, le déblocage des paiements (...) des entreprises concernés et également la relance immédiate des activités desdits projets et programmes", poursuit la note.

Embargo commercial
Les dirigeants des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont levé début juillet les sanctions contre le régime militaire du Mali, y compris un embargo commercial et financier imposé en janvier, après que la junte a dévoilé un plan pour gouverner pendant cinq ans.

Les sanctions ont durement touché l'État enclavé du Sahel, dont l'économie est déjà mise à rude épreuve par une insurrection djihadiste qui dure depuis une décennie. Le Mali a été le théâtre de deux coups d'État militaires en août 2020 et en mai 2021.

Les colonels au pouvoir ont cédé aux exigences de la CEDEAO en publiant une nouvelle loi électorale et un calendrier qui comprend une élection présidentielle en février 2024, un calendrier accepté par l'organisation ouest-africaine.

Source : Africanews

rentes unités qu'elles soient organiques ou opérationnelles.

Le chef d'état-major de la Garde nationale du Mali, le Général Élysée Jean Dao a souligné que chaque jour a sa réalité et chaque période a ses défis. Pour lui, ces défis sont surtout l'amélioration des conditions de départ à la retraite des militaires de la Garde nationale au moment où la vie est de plus en plus chère et le traitement des cas des ayants droit des militaires décédés.

Source : Forces Armées Maliennes

Accident de la circulation incluant des candidats au bac, avec un mort, sur la route de Moribabougou : La ministre Dédéo Ousmane au chevet des blessés



La ministre de l'Éducation Nationale, Sidibé Dédéo Ousmane, s'est rendue, hier mardi, à l'Hôpital du Mali, au chevet des candidats au baccalauréat 2022 victimes d'accident de la circulation. Partis sur motos de leur domicile, à Fombabougou (Commune I), pour leur centre d'examen, à Moribabougou, ils sont rentrés en collision avec un mototaxi. Sur le coup, un des candidats a succombé à ses blessures, après avoir cogné une borne et les deux autres, blessés, ont été admis à l'hôpital. Pris de panique, le conducteur de la mototaxi a pris la clé des champs et reste pour l'heure introuvable.

Selon un communiqué du ministre en charge de l'Éducation, l'un des candidats, légèrement blessé, a pu rejoindre sa salle d'examen sur autorisation de son médecin. La ministre de l'Éducation nationale a présenté ses sincères condoléances à la famille de la victime et souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Source : L'INDEPENDANT

Mali : L'OIM facilite le retour de 116 migrants maliens en provenance du Niger



L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) poursuit ses efforts dans l'assistance et la protection des migrants en situation de détresse au Niger. 116 migrants maliens en provenance du Niger ont pu rentrer chez eux.

Ces derniers ont atterri, ce mardi 19 juillet 2022, à l'aéroport International Modibo Keita de Bamako-Senou par un vol charter affrété par l'OIM avec l'appui de l'Union européenne et la colla-

Baccalauréat 2022 : À Kéniéba, des enseignants se retirent de la surveillance



L'examen du Baccalauréat se poursuit au Mali. Après les deux premiers jours, aucun incident majeur enregistré, selon la direction des examens et concours du Mali. Mais, des cas d'absences sont constatés dans certains centres d'examen, à l'intérieur du pays.

À son deuxième jour de l'examen du BAC, un calme règne dans l'unique centre qui abrite cette session de baccalauréat à Nianfunké. 12 cas d'absences ont été signalés dans ce centre. Un dispositif sécuritaire est visible tout autour et dans l'enceinte de l'établissement. A Bankass, dans le centre du pays, les premières épreuves se sont bien déroulées. Dans les deux centres dont dispose la localité, ce mardi jusqu'en fin de journée, les 803 candidats et les surveillants étaient tous présents.

Situation calme au Sud et dans la capitale

Même constat à Yorosso et Koury, dans la région de Koutiala. Les trois centres sont opérationnels et aucune difficulté qui puisse entraver la bonne tenue des examens n'est à déplorer selon les autorités scolaires de Yorosso. À Bamako, dans les différents centres, les forces de sécurité sont visibles à l'extérieur comme à l'intérieur des centres d'examen. Le directeur du Centre national des examens et concours de l'Éducation joint par la rédaction affirme que l'examen va bon train dans la capitale et à l'intérieur du pays.

Des enseignants en colère à Kéniéba après l'arrestation d'un collègue

À Kéniéba, des enseignants se sont retirés de la surveillance au deuxième jour du baccalauréat, suite à l'arrestation d'un des leurs. Ce dernier a accepté en salle une candidate libre sans pièce d'identité. Le Syndicat des professeurs de l'enseignement secondaire des collectivités dénonce une sanction "très sévère". Il demande sa libération immédiate. Oumar Sanogo, secrétaire général du SYPESCO et porte-parole de la synergie locale des syndicats d'enseignants de Kéniéba

Source : Studio Tamani

laboration des autorités des deux pays. Ces migrants de retour bénéficieront de la protection de l'OIM et des différentes formes d'assistances disponibles jusqu'à leur réintégration dans leur communauté d'origine. Les activités de protection des migrants en situation de détresse s'inscrivent dans le cadre de l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants en Afrique.

Source : OIM Mali



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Bourses du Maroc aux étudiants maliens : Le Directeur de la DGESG fait le point !

Le Directeur Général de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (DGESG), Bakary Camara a animé un point de presse sur le traitement final des bourses d'études universitaires offertes au Mali par le royaume du Maroc au titre de l'année universitaire 2022-2023. C'était le mercredi 20 juillet 2022 dans la salle de conférence de la ladite direction.



Prenant parole, le Directeur de la DGESG a rappelé que le 18 mai 2022, l'Ambassade du Royaume du Maroc à Bamako a notifié l'offre de 150 bourses d'études universitaires, au titre de l'année universitaire 2022-2023 au Mali.

Ainsi, il a indiqué qu'à travers un communiqué qui date du 10 juin 2022, la Direction a lancé un appel à candidature invitant les candidats ayant obtenu au moins la mention assez-bien au baccalauréat malien, session de 2021, les diplômés maliens ayant obtenu leurs diplômes au Maroc, avec au moins la mention assez-bien pour les études de Master-Doctorat et enfin les médecins généralistes maliens ayant obtenu au moins la mention bien.

En effet, il a expliqué que lors de la rencontre du comité inter-états Mali-Maroc chargé de l'examen et de la sélection des dossiers maliens, le mardi 5 juillet 2022 au cabinet du MESRS, il a été décidé d'affecter pour les études universitaires cent seize bourses dont six pour les classes préparatoires des écoles d'ingénieurs. « **Les six bourses seront choisies parmi les meilleurs bacheliers de**

2022, pour les études de Master-Doctorat vingt-quatre, dont 20 dossiers sont disponibles. Les quatre bourses restantes seront attribuées aux masters et feront l'objet d'un appel à candidature. Les dossiers seront transmis à l'Agence Marocaine de la coopération internationale (AMCI), au plus tard le 31 octobre 2022, par la voie diplomatique. Pour la spécialisation en médecine 10 bourses d'études », a-t-il fait savoir.

Au résultat final, Bakary Camara a indiqué que la délégation marocaine a sélectionné définitivement sur place cent dix bacheliers pour les études universitaires. « **La répartition entre les séries pour les études universitaires est la suivantes, TSE : 44, TSEExp : 40, STI :06, TSEco-STG :14, TLL-TAL : 03, TSS :03** », a-t-il révélé.

« **Les vingt dossiers présélectionnés pour les études de Master-Doctorat ne pouvant pas être traité sur place, la délégation marocaine les a amenés pour les soumettre aux écoles qui feront la sélection définitive** », a dit le Directeur de l'Enseignement

Supérieur et de la Recherche Scientifique. En ce qui concerne la spécialisation en médecine, il a précisé que vingt dossiers ont été proposés à la partie marocaine pour 10 places possibles. « **La sélection définitive des candidats proposés sera effectuée par la partie marocaine, sur la base des dossiers transmis et des places disponibles dans les structures marocaines** », il-t-il laissé entendre.

Il a indiqué que les six bourses destinées aux cycles préparatoire des écoles d'ingénieur seront choisis parmi le meilleurs bacheliers 2022. Dit-il, « ceci est une exigence desdites école ».

En outre, il a annoncé que le traitement des six bourses et des quatre bourses restantes pour le master fera l'objet de communiqué. S'agissant de la question à savoir le processus de sélection des candidatures, il fait savoir que la sélection été faite par ordre de mérite suivant les moyennes obtenues au baccalauréat.

■ Maffenin Diarra

Sécurité alimentaire : Des initiatives pour atténuer la souffrance des populations

Le secrétaire général du ministère du Développement rural, Daniel Kéléma, a présidé, la cérémonie de lancement de l'atelier national et de planification du programme d'appui à l'amélioration de la sécurité alimentaire - DGD 2022-2026. L'objectif du programme est d'informer officiellement les autorités, les parties prenantes, les partenaires et alliés du démarrage de cet important programme qui fait partie d'un programme multi-pays élargi à des pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe.

Selon son Directeur Pays au Mali M. Diawary Bouaré, OXFAM travaille au Mali depuis plus de 30 ans pour apporter sa contribution aux efforts du gouvernement et des partenaires au développement. « **Nous consacrons nos efforts dans les zones les plus affectées par les crises multidimensionnelles, avec une attention particulière accordée aux couches les plus vulnérables et victimes des inégalités, des injustices sociales notamment des femmes et des jeunes. Les priorités d'OXFAM au Mali pour la période 2021-2023 s'articulent autour de trois axes stratégiques qui sont une action humanitaire renforcée à travers laquelle nous apportons un soutien aux personnes et aux communautés vulnérables exposées aux conflits et catastrophes avant, pendant et après les crises. Une gouvernance redevable à travers laquelle nous œuvrons pour un renforcement des systèmes de gouvernance inclusifs garantissant le respect des droits humains et la justice sociale et climatique. Une économie équitable qui est notre réponse à une égalité d'accès au système économique, durable en faveur des populations vulnérables et marginalisées avec un accent mis sur les femmes et les jeunes. Nous croyons qu'il est possible de mettre fin aux injustices sociales, aux inégalités à travers des initiatives du programme** », a-t-il indiqué.

Le chef de la Coopération de l'Ambassade de Belgique au Mali M. SAM VANUYTSEL fera savoir qu'il n'a jamais quitté le Mali même dans les périodes assez compliquées. En ce qui le concerne, il a expliqué que la sécurité alimentaire est trop importante dans ce projet tout comme le volet de renforcement des femmes qui travaillent dans l'économie rurale

Selon le secrétaire général du ministère du Développement rural, Daniel Kéléma le budget

total du projet est de trois millions trois cent mille (3 300 000) euros, soit plus de deux milliards FCFA. Puis d'ajouter « le programme est cofinancé par OXFAM à 20% et la Direction Générale de la Coopération au Développement du Royaume de Belgique à 80%.

Le programme "Amélioration de la sécurité alimentaire, des moyens d'existence et de la résilience des femmes" contribue à l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD) et constitue un apport d'OXFAM au cadre stratégique commun Mali-Belgique. « **Le programme se fixe entre autres comme objectif d'éliminer la faim, d'assurer la sécurité alimentaire et d'améliorer la nutrition et de promouvoir l'Agriculture durable. De son point de vue, pour parvenir à ces objectifs, le programme se focali-**

sera sur le renforcement de chaînes de valeurs agricoles intégrant les exploitations familiales Agricoles et les femmes dans les zones d'intervention ciblées. Aussi, le programme contribue au renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des organisations paysannes dans le cadre d'un dialogue social avec les autorités publiques pour une meilleure prise en compte de leurs intérêts », a-t-il dit, avant de remercier chaleureusement les partenaires techniques du Mali particulièrement OXFAM et la Coopération au Développement de la Belgique, pour leurs efforts constants au développement du secteur du développement rural.

■ Ibrahim Sanogo



École militaire d'administration : Les officiers stagiaires de la 23^{ème} promotion reçoivent leur parchemin

Vingt-neuf officiers stagiaires de la 23^{ème} Promotion du Cours d'Application en Administration ont reçu leurs diplômes, le mardi 19 juillet 2022. La cérémonie de remise s'est déroulée à l'École Militaire d'Administration de Kayo (Koulikoro). Étaient présents le Chef d'Etat-Major Général Adjoint des Armées, le Général de Brigade Ousmane Wélé, le Directeur des Ecoles Militaires, le Colonel Moussa Yoro Kanté, le Directeur du Centre d'Instruction Boubacar Sada Sy de Koulikoro, le Colonel-Major Yacouba Traoré et plusieurs personnalités militaires, civiles, religieuses et coutumières.



Le stage des officiers de la 23^{ème} promotion a débuté le 01 novembre 2021 et a pris fin le 19 juillet 2022 avec 29 stagiaires dont 05 stagiaires du personnel féminin et 05 étrangers venant du Niger, du Sénégal, du Burkina-Faso, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée Conakry. Durant 9 mois, ces officiers se sont familiarisés avec les techniques de comptabilité, de gestion de deniers, de gestion des ressources humaines et beaucoup d'autres. Le Major de la promotion est le Capitaine Fousseyni Cissé du Mali avec une moyenne de 15,78/20.

La promotion de cette année avait comme parrain le Feu Colonel-major Mary Diarra. Ce Soldat hors pair, est né en 1955 à N'Galamado (Kolokani). Il fut diplômé de l'École Militaire Interarmes de 1977-1979, de l'École Militaire d'Administration de 1980-1981 et du stage d'Intendant des Palais d'Algérie en 1988. Le Feu Colonel-major Mary Diarra détient la Médaille du Mérite Militaire, la Médaille Commémorative de Campagne, la Croix de la Valeur Militaire et celle de Chevalier de l'Ordre National.

Le Directeur de l'École Militaire d'Administration, le Colonel Cheick Hamala Diarra, a té-

moigné sa gratitude et sa reconnaissance au Président de la transition, Chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta et à l'ensemble de ses proches collaborateurs pour la reprise des activités de la formation à l'EMA, qui avait été suspendues depuis le 10 juin 2020. Le Colonel Diarra, a salué et félicité très vivement la disponibilité, le dévouement et le dynamisme de tout le personnel de soutien pour avoir dispensé un enseignement et un encadrement de qualité aux stagiaires dans le seul but de leur offrir la voie de l'excellence. S'adressant aux stagiaires, il a exprimé sa satisfaction pour le travail accompli et le remarquable état d'esprit de convivialité, de cohésion et de légendaire fraternité africaine qu'ils ont prouvé tout au long du stage. Il a enfin exhorté les étrangers à être les ambassadeurs de l'École une fois de retour dans leur pays, familles et armées respectives.

Le Directeur des Ecoles Militaires, le Colonel Moussa Yoro Kanté a affirmé que la cérémonie de cette année est particulière, car pour la première fois depuis sa création en 1979, il a formé en autonome 29 officiers d'administration en provenance de 6 pays africains sans aucune aide ou soutien de quelque nature

d'aucun partenaire étranger. Pour lui, cette année marque la fin du cycle ENVR (École Nationale à Vocation Régionale), tout en sauvegardant le prestige régional qui fait d'elle une école d'excellence. L'École Militaire d'Administration continuera toujours à recevoir les stagiaires des pays amis qui nous feront confiance pour former leurs cadres a-t-il martelé. Le Directeur des Ecoles Militaires a spécifié qu'à partir du cycle 2022-2023, les matières enseignées connaîtront une profonde mutation. Selon lui, désormais l'EMA offrira une application en Administration-Finance, une application en Gestion des ressources humaines et une application en logistique. Il a précisé qu'après un tronc commun de 03 mois qui seront consacrés à l'apprentissage des méthodes et matières communes à ces trois filières, les 06 derniers mois de la formation seront dédiés à la spécialisation proprement dite. Enfin, il a exhorté les officiers stagiaires à faire preuve de rigueur et d'un grand sens de l'organisation dans la gestion administrative de leur carrière.

Source : Forces Armées Maliennes

Premier voyage d'essai du train sur l'axe Bamako Kayes réussi : Enfin, le train siffle !

Cris de joie des adultes et des plus jeunes, larmes de satisfaction des personnes âgées : dans un enthousiasme débordant que les riverains de la voie ferrée Kayes-Bamakoont vécu la reprise du trafic ferroviaire le mercredi, 13 juillet. Ce qui avait été toujours promis par les différents régimes qui se sont succédé et qui apparaissait à chaque fois comme un rêve impossible à réaliser est devenu enfin une réalité grâce aux immenses abattus par les autorités de la transition. Ce bonheur ouvre surtout de nombreuses autres perspectives heureuses.



Le 14 mai 2022, sur le plateau de l'ORTM dans le cadre de l'émission « Mali Kura Taa Sira » donnant la parole à chaque membre du gouvernement pour expliquer ses réalisations et les perspectives, Mme Dembélé Madina Sissoko, ministre et des Transports et des Infrastructures déclarait : « Les dispositions sont déjà prises pour relancer le trafic national du transport ferroviaire en arrêt total depuis 2018 et cela, dès fin décembre 2022 ». Et voilà qu'avant cette date, Mme Dembélé Madina Sissoko a donné le Ttop départ, le mercredi, 13 juillet 2022, du premier essai blanc du train de transport-voyageurs entre Bamako et Kayes, soit quelques six mois avant l'échéance prévue. Signe évident qu'un travail énorme a été abattu dans l'intervalle, qui a bénéficié d'un suivi attentif puisque le jeu en valait la chandelle et qu'il ne fallait donc point à nouveau contrarier l'espoir et les attentes des populations. Pour cette phase d'essai du 14 mai, l'honneur avait été fait à Mme Alima Mariko, mécanicienne de son état, de conduire

le train d'essai. Puis, deux locomotives (CC22-05 et CC22-07) avaient effectué des mouvements sur le trajet Bamako-Néguéla le vendredi, 08 juillet 2022.

La locomotive CC-2207, avec ses 7 voitures-voyageurs et sous la présidence de Mme le ministre a donc pris le départ, ce 13 juillet, à 08H45mn à la Gare ferroviaire de Bamako à destination de Kayes (la Cité des Rails). Dans une interview accordée à la presse, Madame le ministre DEMBELE Madina SISSOKO a salué l'accompagnement du Président de la Transition, chef de l'Etat, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, qui n'a jamais fait défaut tout au long de ce processus de relance du trafic ferroviaire au plan national. "C'est grâce à l'engagement constant du chef de l'Etat et au dévouement de Monsieur le Premier ministre, chef du Gouvernement, que les techniciens du secteur ferroviaire du Mali ont réparé entièrement deux locomotives et les voitures-voyageurs pour assurer la liaison Bamako-Kayes par voie ferrée".

A Kita, ce 13 juillet, la gare ferroviaire refusait du monde. Ce public varié a fait ce déplacement pour voir leur train de voyageurs Bamako-Kayes de nouveau sur les rails. A 14h30 mn, le train est arrivé à Badinko et à 15h30 à la gare Transrail de Kita où l'attendaient des populations nombreuses. A l'escale de Badinko où les autorités régionales ont effectué le déplacement pour le premier accueil de ce train test comme à la gare de Kita, l'ambiance était celle des grands jours. Les populations, dans une effervescence totale, clamaient cette prouesse des autorités du pays qui ont tenu les promesses du démarrage du trafic ferroviaire. Partout, joie, hymne national et symphonie puisée du terroir étaient rois. Au regard de la mobilisation générale des communautés, les autorités disent bien noter l'espoir des populations de voir la réouverture effective de ce tronçon. Pour elles, pouvons-nous conclure, la question demeure au cœur de leurs (des plus hautes autorités du pays) préoccupations. Après 30 minutes de stationnement à Kita, le

train-test a quitté pour Kayes. Le sifflement du train a été entendu, toujours le mercredi, 13 juillet 2022 dans la nuit, à Kayes, comme un signe d'espoir et de vie, pour non seulement la population de la ville, mais aussi pour les villes traversées par les rails. Les autorités administratives et politiques, les organisations de la société civile, les chefs coutumiers et traditionnels ont tous accueilli l'arrivée du train de nouveau dans la gare du chemin de fer avec une grande satisfaction.

Ainsi, au matin du jeudi, 14 juillet 2022, sous une grande pluie, le directeur de cabinet du gouverneur, Monsieur Amadou DICKO, avec à ses côtés la délégation des membres du Conseil National de Transition, en mission à Kayes, ont lancé officiellement le retour du train à Bamako. Pour ce voyage de retour à Bamako, les Kaysiennes et les Kaysiens, jeunes et vieux, étaient sortis massivement, une fois de plus, pour magnifier toute leur reconnaissance à l'endroit des plus hautes autorités du pays pour cette reprise du trafic ferroviaire, vital pour toute la région de Kayes. « Je peux mourir tranquillement maintenant car mon vœu le plus cher avant de mourir était de voir la reprise du trafic ferroviaire », s'est exclamé, les larmes aux yeux, Mamady Sissoko âgé de 78 ans. Le train-test voyageur a quitté Kayes à 12 h30 pour être à Bamako à 4h du matin. Tout au long de son trajet, les villages riverains du chemin de fer de Kayes à Mahina et en passant par Oualia, Toukoto, Kita, c'était de l'effervescence car avec la relance du trafic ferroviaire, c'est un espoir qui renaît tant sur le plan économique, social que culturel. Selon le représentant du ministère des Transports et des Infrastructures, ce premier test permet au département en charge de mesurer les risques d'échec afin que la relance soit effective pour le bonheur de tous les Maliens.

Avant ce voyage d'essai réussi, beaucoup de dispositions avaient été prises. Les 19 gares, de Bamako à Kayes, ont été entièrement réhabilitées. Les travaux d'entretien de la voie ferrée (curage des fossés, décapage, désherbage et débroussaillage) ont été exécutés de Bamako à Diboli, les ateliers centraux de Korofina et de Kayes ont été réhabilités et les rails défectueux entre Bamako et Kayes, remplacés. Une autre disposition de taille est la visite ministérielle conduite par Abdoulaye Diop à Moscou du 18 au 21 mai 2022. Le ministre des Transports et des Infrastructures a

fait partie de cette mission. Dans la capitale russe, en compagnie de son homologue de l'Economie et des Finances, elle a eu une séance de travail fructueuse, le 20 mai 2022, avec la société russe Trading House STM. La société russe Holding, qui appartient à Sinara-Transport Machines (STM), est un important fabricant et fournisseur de matériels roulants et d'équipements ferroviaires, dont des locomotives diesel et électriques, des unités multiples électriques, des wagons de fret et des machines de voie pour la construction, la réparation et rénovation et la maintenance de la voie ferrée. Après des échanges sur les aspects techniques, les deux parties ont procédé à la signature d'un mémorandum d'entente pour déclencher le partenariat et entamer les travaux dans une dizaine de jours. Ce partenariat consiste en l'achat de 03 locomotives neuves et la réparation de 02 locomotives par des techniciens russes attendus à Bamako dans les prochains jours.

Des tractions se sont déroulées, le vendredi, 04 mars de 10 heures à 13 heures, entre les ateliers centraux de Korofina et la gare ferroviaire du District de Bamako. Ce mouvement est le 2ème du genre, le 1er s'étant effectué lorsque le 1er gouvernement de la transition était en fonction.

Rappelons que la ligne de chemin de fer reliant Kayes à Bamako a été inaugurée le 19 mai 1904. Ce que l'on appelait alors « la pirogue métallique de fer » était « une locomotive qui vomit des nuages de fumée qui jaillissent par saccades de sa grande cheminée, avec des poussières et des brindilles de feu. Puis des jets de vapeur d'eau s'échappent de ses flancs. Les freins se desserrent, les biellettes et les roues motrices entrent en action, la machine se cabre, les wagons s'entrechoquent, le tout dans des grincements et un fracas épouvantable. Enfin le train s'ébranle ; prenant peu à peu de la vitesse, il commence à filer à travers le paysage... » nous raconte un retraité de l'entreprise, lui aussi ayant appris de son père, ancien employé de la même entreprise. Et de continuer que : « À cette époque, seul le tronçon reliant Kayes, implanté sur la rive droite du fleuve Sénégal, à Koulikoro, petit port fluvial lové au bord du Niger, existait. Il faudra attendre le 1er janvier 1924 pour que la liaison Dakar-Bamako soit inaugurée. » La ligne Dakar-Bamako a connu son heure de gloire avant l'indépendance du pays. L'éclatement de

la Fédération du Mali, le 20 août 1960, a marqué le début de son déclin. La frontière avec le Sénégal est alors fermée. C'est à la suite de cette rupture que le Mali mit sur pied, le 29 novembre 1960, sa propre société de gestion, la Régie des chemins de fer du Mali (RCFM). En 1962, la signature d'un accord par lequel les deux États décident d'exploiter en commun la voie ferrée n'y changera rien. Soucieuse du confort de sa clientèle et du développement du tourisme, la RCFM a créé des unités hôtelières : le Buffet de la gare à Bamako, qui verra naître plusieurs orchestres maliens, et l'Hôtel du rail à Kayes (HRK), dont le service de classe internationale remporte, en décembre 1984, le trophée de meilleure prestation hôtelière décerné lors du Salon du tourisme à Madrid. Au fil des ans, frappé par la crise économique et la mauvaise gestion, le trafic décline. Le nombre de gares se réduit considérablement, pénalisant les riverains qui faisaient leur petit commerce à chaque arrêt du train. En dépit des divers plans de restructuration mis en œuvre, la situation des régions sénégalaise et malienne se dégrade au point que les gouvernements du Mali et du Sénégal décident de la mise en concession de la ligne internationale. C'est chose faite depuis octobre 2003 et la reprise de la gestion du réseau par le groupement franco-canadien Canac-Getma. Avec cette privatisation, c'est une page d'histoire qui se tourne. Mais les vieux se souviennent encore, et avec fierté, de cette grève mémorable, qui, du 10 octobre 1947 au 19 mars 1948, a mobilisé près de 20 000 cheminots et qui est relatée dans le célèbre ouvrage de l'écrivain sénégalais, Ousmane Sembène, « Les Bouts de bois de Dieu ». Au terme d'un bras de fer avec l'administration coloniale, les cheminots d'alors avaient en effet obtenu gain de cause : un statut unique pour tous les travailleurs de la régie.

A noter que la Société Transrail, qui exploitait le Chemin de fer du Mali, a été liquidée par le Tribunal du Commerce de Bamako en son audience du 1er septembre 2021. Pour la suite du processus, la juridiction a désigné Sékou Fanta Mady Traoré, juge commissaire et Alou Badara Traoré du Cabinet Exao- Sarl comme Syndic.

Tidiani S.M. Coulibaly
Source : Le National

Préparez à **SUP MTI BENI MELLAL** votre carrière
 d'**INGÉNIERIE** et de **MANAGER**

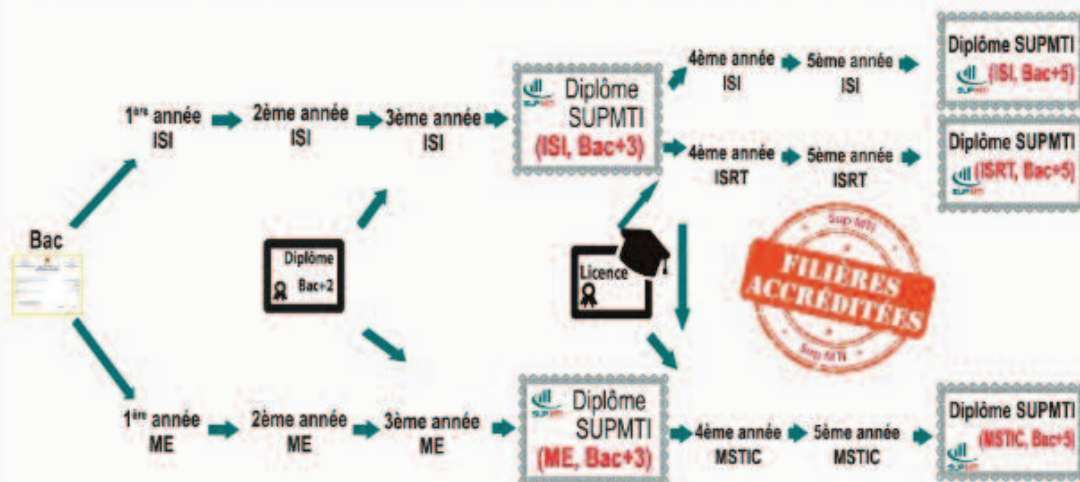
ÉCOLE DE MANAGEMENT

- ✓ Management des Entreprises (**ME Bac+3**)
- ✓ Management des Systèmes et Technologies de l'Information et de Communication (**MSTIC Bac+5**)

ÉCOLE D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE, RÉSEAUX ET TÉLÉCOMS

- ✓ Ingénierie des Systèmes Informatiques (**ISI Bac+3**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes Réseaux et Télécoms (**ISRT Bac+5**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes d'Information (**ISI Bac+5**)

L'EXCELLENCE
 PAR LA FORCE
 DU GROUPE
 DES ÉCOLES
SUP MTI



Diplômes Bac+3 et Bac+5

Partenaires :



Certificats
 Internationaux :



Nationalités des étudiants de **SUP MTI Béni Mellal**



Maroc



Côte d'Ivoire



Sénégal



Congo Brazzaville



Togo



Gabon



Niger

SUP MTI BENI MELLAL

Contacteur au Mali

Boulevard Hassan II,
 Quartier Al Adarissa
 (au-dessus du café voltaire)
 (+212) 612 993 056
 (+212) 5 23 42 22 33/34
 hamidaitsaid@supmti.ac.ma
 @supmtibm
 @SUPMTIBeniMellal

D&D Consulting
 HAMDALLAYE ACI2000, RUE 330, PORTE 10
 +223 698883 05/82017575
 mdoumbia1@yahoo.fr

Affaires des 49 ivoiriens : Le porte-parole de la MUNUSMA déclaré « personae non grata »

Les autorités de la transition à travers un communiqué du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale publié ce mercredi 20 juillet 2022 a ordonné l'expulsion du porte-parole de la MUNUSMA au Mali, Olivier Salgado lui reprochant des « informations inacceptables » sur l'affaire des 49 militaires ivoiriens arrêtés à l'aéroport de Bamako.



Nos autorités ont notifié à la représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU Daniela Krosiak la décision invitant Olivier Salgado porte-parole de la MINUSMA de quitter le Mali dans un délai de 72 heures.

« Monsieur Olivier Salgado, porte-parole de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies, pour la stabilisation au Mali (Minusma) à quitter le territoire national dans un délai de 72 heures. », précise le communiqué. A travers ce communiqué, le ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale explique que « Cette mesure fait suite à la série de publications tendancieuses et inacceptables de l'intéressé » sur le réseau social Twitter, pour avoir déclaré « sans aucune preuve que les Autorités maliennes auraient été préalablement informées de l'arrivée des 49 militaires ivoiriens par vol civil à l'aéroport international Président Modibo Keita, le 10 juillet 2022 ».

Qualifiés de "mercenaires" par nos autorités,

ces militaires étaient selon Abidjan des éléments de soutien au contingent ivoirien de la MINUSMA, des "Éléments nationaux de sou-

tien" (ENS), une procédure de l'ONU permettant aux contingents des missions de maintien de la paix de faire appel à des prestataires ex-



térieurs à l'ONU pour des appuis logistiques. Ils devaient, selon la Côte d'Ivoire, prendre la relève d'autres Ivoiriens déployés au Mali. L'étau se serre de plus en plus entre nos autorités et l'ONU. Pour rappel, le 14 juillet 2022, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a annoncé la suspension de toutes les rotations militaire et policières de la MINUSMA, priorisant la nécessité de tenir une "réunion" entre les deux parties pour "faciliter la coordination et la règlementation" desdites rotations.

Aussi, après l'adoption par le Conseil de sécurité de résolution renouvelant le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies au Mali (MINUSMA), le gouvernement a réagi à travers une Déclaration explicative de S.E.M. Issa Konfourou, Ambassadeur Représentant permanent, de la position du Gouvernement du Mali. A cet effet, il a précisé que le Mali a clairement informé qu'il n'entend pas appliquer les parties pour lesquelles il avait formulé des réserves, particulièrement la liberté de mouvement de la MINUSMA dans le cadre de ses désinformations et de campagnes de désinformation sur les violations supposées des droits de l'homme.

Cette décision de déclarer un fonctionnaire de l'ONU persona non grata par nos autorités n'est pas une première, en effet, Christophe Sivillon, chef de bureau de la MINUSMA à Kidal, a été déclaré persona non grata. Il avait été accusé d'avoir tenu des propos, à Kidal, remettant en cause l'intégrité territoriale du Mali.

■ Maffenin Diarra



Le CDM sur la conduite de la transition : « Il est aujourd'hui inacceptable de continuer à assister pacifiquement Mahmoud Dicko dans sa volonté irresponsable et apatride... »

À la faveur d'une conférence de presse qu'il a animée, le samedi 16 juillet dernier, au siège de la CMAS dans le cadre de l'hommage aux victimes des 10, 11 et 12 juillet 2020, l'Imam Mahamoud Dicko, a appelé au redressement du pays. Comme pour dire que le Mali continuerait de tanguer. Une énième sortie jugée « ratée » par le Collectif pour la Défense des Militaires (CDM) qui dans ce qu'il appelle « droit de réponse », n'a pas voulu lui faire cadeau.

Très contesté ces derniers temps à cause de sa position vis-à-vis de la transition, l'Imam Mahamoud Dicko se trouve, aujourd'hui, dans le collimateur de plusieurs de ses compatriotes maliens qui ne voient qu'en lui, un homme d'intérêt.

C'est du moins, ce que l'on puisse comprendre d'un droit de réponse du Collectif pour la Défense des Militaires, en date du dimanche 17 juillet dernier.

Dans cette note rendue publique, les hommes et les femmes qui composent ledit collectif, ne se voient pas sur la même longueur d'ondes que l'ancienne autorité morale du M5-RFP quant à sa dernière sortie. Ils vont jusqu'à s'interroger sur les motivations réelles des sorties « ratées » de Mahamoud Dicko.

Selon le CDM, à chaque fois que le Mali fait face aux ennemis de l'extérieur, Mahmoud Dicko sort avec ses messages de dichotomie. « Après avoir qualifié nos Autorités d'arrogantes, aujourd'hui, Mahmoud Dicko veut instrumentaliser le Peuple Malien contre son propre Pays », déplore-t-on.

Dans son droit de réponse, le CDM rappelle à Mahmoud Dicko « qu'il est très mal placé pour donner des leçons de valeurs dont il prétend défendre d'autant plus qu'à plusieurs occasions, il a manqué de se rappeler que c'était avec les autres qu'il a cheminé pour faire tomber le régime d'IBK tout en ignorant qu'il avait décidé seul lors de la proposition par exemple du Premier Ministre Moctar Ouane, sans préalablement consulter les autres acteurs de la révolution ».

« C'est pour toutes ces raisons que le CDM pense qu'il est aujourd'hui inacceptable de continuer à assister pacifiquement Mahmoud Dicko dans sa volonté irresponsable et apa-



tride d'induire le Peuple dans l'erreur », avance le CDM.

Aux dires du Collectif, de par ces déclarations, Mahmoud Dicko « est hostile à tous ceux qui aspirent à la stabilité du pays, à sa sécurisation et les efforts louables du peuple Malien qui ne ménage aucun effort pour son soutien indéfectible aux Autorités de la Transition Panafricaine du Mali, bref à la République ».

Dans son adresse, le CDM rappelle Mahmoud Dicko que la Transition Panafricaine du Mali a été rectifiée le 24 Mai 2021 et scellée par le Peuple Souverain du Mali le 14 Janvier 2022 : « On lui rappelle que dans une telle crise multidimensionnelle par excellence, avec des dimensions Économiques, Sociales, Politiques que connaît notre pays, nos références Religieuses et Culturelles, entre autres, doivent nous appeler à la plus grande retenue, à l'oubli de soi au profit de la Patrie ».

« Les Victimes des événements du 10-11 et 12 sont des Maliens, paix à leurs âmes. Ils ne doivent pas être une récupération politique encore moins un élément de chantage surtout pour un imam de surcroît », a rappelé le CDM, qui présente ses Condoléances aux Familles Endeuillées et s'impliquera davantage pour que justice soit rendue en toute impartialité, afin de situer la responsabilité de tout un chacun dans cette affaire pour que plus jamais elle ne soit un fonds de commerce pour certains ; juste pour leurs intérêts personnels. Enfin, le CDM sollicite la Justice et les Autorités Judiciaires « à prendre au sérieux » les déclarations, les propos menaçants et incendiaires de Mahmoud Dicko pour la stabilité de notre pays qui a tant souffert ».

Adama Coulibaly
Source : Nouveau Réveil

Tension Mali-Côte d'Ivoire : Pourquoi Faure en « renfort »

Auréolé par son succès dans sa facilitation pour la levée des sanctions de la CEDEAO/UEMOA, le président togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, vient, à nouveau, d'être sollicité pour le dégel entre le Mali et la Côte d'Ivoire. Non sans d'autres raisons.



Pour aider à décrire l'atmosphère entre le Mali et la Côte d'Ivoire, le président de la Transition vient d'afficher clairement son ouverture au dialogue pour une désescalade entre les deux pays voisins et si liés. C'est dans ce sens que le Colonel Assimi Goïta a reçu en audience, le lundi dernier, le ministre des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'Extérieur, Pr Robert Dussey. Ce dernier est davantage au four et au moulin pour rehausser, surtout ces dernières années, l'image du Togo dans le concert des Nations. Ainsi, est-il devenu le ministre le plus apprécié du gouvernement togolais. Des indiscretions disent ce véritable missi dominici togolais potentiellement pressenti à la primature à Lomé...

Lors de l'audience accordée au chef de la diplomatie togolaise, puissant missi dominici de Faure Gnassingbé, « le président de la Transition s'est dit ouvert au dialogue et disposé à œuvrer, dans le respect de l'esprit de fraternité et des excellentes relations entre le Mali et la Côte d'Ivoire, à une issue heureuse à cette situation, y compris par la voie diplomatique, dans le strict respect de la souveraineté du Mali », lit-on dans le communiqué conjoint. A cet égard, le chef de la Transition « a souhaité que le Togo effectue une mission de bons offices entre les parties concernées ». Et le ministre Dussey, que l'on considère au Togo comme étant « les yeux et les oreilles de Faure » a réaffirmé la disponibilité du dirigeant togolais dans ce sens. Il va poursuivre, a-t-il laissé entendre, « son appui à la Transition et aider à résoudre cette situation ». Faut-il ajouter que Pr Robert Dussey a également rencontré son homologue S.E.M. Abdoulaye Diop, et les deux hommes ont réitéré leur engagement à consolider les relations de bon voisinage et d'intégration sous-régionale et africaine. Ainsi, Faure Gnassingbé est à nouveau sollicité en missions au Mali pour aider à ramener les relations maliano-ivoiriennes à leur niveau

d'avant la crise liée à l'arrestation de 49 soldats ivoiriens, le 10 juillet dernier à l'aéroport de Bamako-Sénou... Quelles sont les raisons profondes de cette deuxième sollicitation forte (après la sollicitation pour la facilitation en faveur de la levée des sanctions), en l'espace de quelques mois par les autorités de la transition malienne ?

D'abord, il faut souligner que le président de la Transition le Colonel Assimi Goïta est foncièrement convaincu, selon des confidences de ses proches, qu'il faut (comme cela s'impose au pays, pauvre et enclavé...), résolument travailler à accorder les violons avec les pays voisins et, par ricochet, avec la communauté internationale. Et ceci, dans un délai raisonnable.

Or, Assimi Goïta voue une admiration particulière pour son « grand-frère », le président togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, le fils de feu Gnassingbé Eyadema. Ce respect teinté d'admiration n'est pas anodin. Des officiers supérieurs « conseillers » et amis du chef de la Transition malienne ont des liens solides avec de hauts gradés de l'Armée togolaise. Et certains officiers des Forces armées togolaises (FAT) ont fait leur formation militaire à l'Ecole militaire inter armes (EMIA) de Koulikoro. Ils ont donc gardé des rapports plus que fraternels et de forte sympathie avec leurs frères d'armes du Mali. Certaines sources crédibles assurent aussi que lors de sa chute, le président IBK avait conseillé au Colonel Assimi Goïta de garder des rapports privilégiés d'amitié et de fraternité avec le fils de feu le président Eyadéma, dont il a été lui-même un ami et « petit-frère ». IBK aurait donc demandé à Faure de considérer le Mali comme sa seconde patrie, même si lui n'est plus au pouvoir. Et, puisque le dirigeant togolais connaît l'attachement viscéral qui a existé entre son père, Eyadema et IBK (alors, leader politique, puis Premier ministre, candidat malheureux à la présidence et président de l'Assemblée natio-

nale du Mali), il a juré de préserver fidèlement cet héritage paternel...

En outre, il semble que le colonel Assimi Goïta tutoie certains hommes de confiance (en tréillis) du président togolais. Plus que cela, Lomé et Bamako ont été, pendant un moment de l'histoire, les pays les plus engagés dans la fondation de la CEDEAO et même de l'UEMOA. Par ailleurs, Faure Gnassingbé a des soucis avec le terrorisme dans l'extrême nord de son pays. Il a besoin de rassurer la France d'Emmanuel Macron (soutien potentiel), avec laquelle il a eu un moment de froid, lui qui a adhéré au Commonwealth, après quelques bisbilles dans sa politique intérieure au Togo, notamment en matière des droits de l'Homme. Sans compter que Lomé s'est plus rapproché de la Chine, de l'Israël et de la Turquie, ces dernières années. Ce qui ne plait pas forcément à l'Elysée. Il a alors besoin de rassurer et de ramener Bamako à de meilleurs sentiments envers Paris (le Mali en rupture diplomatique avec la France et la force Barkhane renvoyée du territoire malien). C'est pourquoi Faure se serait engagé à conseiller le pouvoir de Bamako à ne pas rompre les amarres avec la France ou avec les autres pays occidentaux. Cela passe par de bonnes relations avec la Côte d'Ivoire d'un certain Alassane Dramane Ouattara, un protégé privilégié d'Emmanuel Macron dans la sous-région ouest-africaine. En clair, après la décriation d'avec la Côte d'Ivoire, le fils d'Eyadema va poursuivre sa mission pour que le Mali renoue avec des relations plus saines avec la MINUSMA, les pays et organisations partenaires, en un mot, avec la communauté internationale. Comment cela pourrait-il en être autrement, le pays étant enclavé, endetté et faisant face à des défis multiples : la crise sécuritaire, la pauvreté, les prochaines élections et les autres besoins d'aides ?

Bruno D SEGBEDJI
Source : Mali Horizon

« Pour un Mali meilleur » : Moussa Mara réaffirme son engagement intellectuel et politique

L'ouvrage « Pour un Mali meilleur », réédité par Figura éditions, est une contribution à travers laquelle Moussa Mara réaffirme son engagement politique et intellectuel pour un Mali prospère, estime le blogueur Sagaïdou Bilal.

Publié pour la première fois en 2006, aux éditions Jamana, Pour un Mali meilleur de Moussa Mara vient d'être réédité par Figura éditions. Cette nouvelle édition intervient dans un contexte assez difficile pour le Mali. « En 15 ans, il s'est évidemment passé beaucoup de choses. Même si les handicaps structurels qui ont miné [le Mali], au point de le faire vaciller profondément depuis une dizaine d'années, demeurent ; même se sont amplifiés », explique Moussa Mara.

Depuis 2006, la situation au Mali est tombée de Charybde en Scylla : une série de coups d'États dont deux en une seule transition, des rébellions indépendantistes, la résurgence des conflits locaux ainsi que l'activisme des

groupes qualifiés de djihadistes qui ont achevé d'en faire un foyer d'instabilités. « [...] la plupart des faiblesses relevées dans le livre [...] en 2006 forment toujours les sujets de préoccupations essentielles des Maliens en 2021. C'est la raison pour laquelle la décision de republier cet ouvrage a été prise. Répondant ainsi à une demande renouvelée de certains de nos compatriotes », ajoute l'ancien premier ministre Moussa Mara.

« OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION »

Cet ouvrage de plus de 300 pages « est conçu dans un esprit visionnaire, animé d'un souci du détail et du concret », note son éditeur. Ce

« qui en fait un outil pouvant être utilisé par les décideurs nationaux, mais également continentaux », ainsi que nos enseignants et étudiants.

L'expert-comptable et homme politique y aborde plusieurs thématiques : l'organisation administrative et territoriale, l'exercice démocratique, la citoyenneté, l'éducation, la corruption, la dette mais aussi l'accompagnement communautaire ou de la population.

Boubakar Sidiki Diallo, consultant indépendant présent lors de la cérémonie de dédicace organisée à la librairie papeterie Larousse de Bamako, loue un ouvrage qui propose beaucoup de solutions pouvant aider dans la recherche de sortie de crise. « C'est un livre que j'ai payé il y a environ un mois : il est très bien structuré et aborde toutes les problématiques qui se posent actuellement au Mali », commente-t-il. Il ajoute : « Ce qui m'a le plus impressionné dans ce livre est que chaque fois que l'auteur aborde une problématique, il fait un état des lieux d'abord pour ensuite aborder les solutions. »

Avec ce nouveau livre, M. Mara réaffirme, de la plus belle manière, son engagement politique et intellectuel pour un Mali prospère.

Source : Benbere



Me Mamadou Ismaila Konaté : Réquisitoire contre le Procureur spécial de la CRIEF

Au cours d'une conférence de presse qu'il a animé le samedi 16 juillet, l'avocat de l'ancien Premier ministre d'Alpha Condé, Me Mamadou Ismaila Konaté a répondu au procureur spécial de la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF) qui a communiqué la veille sur le dossier de leur client Kassory Fofana. Il relève notamment des mensonges et de l'incompétence dans la démarche du procureur spécial près la CRIEF.

La bataille médiatique se poursuit entre le procureur spécial de la Cour de répression des infractions économiques et financières de la Guinée (CRIEF) et Me Mamadou Konaté, avocat de l'ancien Premier ministre guinéen du régime d'Alpha Condé, Ibrahima Kassory Fofana poursuivi de détournements de deniers publics et de corruption. Cela fait suite à la conférence de presse qui a été animée par le procureur spécial de la CRIEF, Aly Touré. Le lendemain, les avocats de la défense ont donné leurs versions des faits à travers une conférence de presse qu'a animé notre compatriote, l'ancien ministre de la Justice Me Ismaila Konaté. A cette occasion, il passe un savon au procureur spécial de la CRIEF qu'il qualifie de « gros menteur ».

En effet, l'ancien ministre de la justice du Mali, Me Mamadou Konaté, avocat de Ibrahima Kassory Fofana a qualifié le procureur spécial de la CRIEF de mauvais par ces prises de positions et ses violations de droits. « Nous avons vu hier, non pas un procureur spécial, mais un géomancien, prestidigitateur et un illusionniste qui a non seulement l'inconvénient d'apparaître dans sa profession, dans une posture d'une incompétence notoire (c'est rare de voir ça chez les procureurs, et surtout les procureurs spéciaux), en même temps, il n'est pas tout à fait à l'aise lorsqu'il faut parler vrai. Il opte pour le mensonge, et le mensonge souvent éhonté. Autre élément qui le caractérise, c'est qu'il n'est pas loyal. Il fuit le débat et va animer le débat judiciaire devant vous les journalistes », a-t-il déclaré.

Ainsi, il a indiqué que les 46 millions de dollars signalés vendredi par le procureur spécial n'ont jamais existé. « On n'a jamais eu ce montant, ni dans le réquisitoire introductif, ni dans le supplétif, ni dans les enquêtes, ni dans les débats », a-t-il souligné.

Pour l'éminent avocat inscrit au barreau de Paris, Me Mamadou Ismaila Konaté, les 46



millions, c'est le montant que les bailleurs de fonds sollicités par le Premier ministre de l'époque ont fait des offres d'amener des fonds dans le cadre du MAMRI. Ce qui lui fera dit, « qu'entre l'offre d'une part et la réception d'un montant d'autre part et leur utilisation, ça fait trois étapes qu'un procureur spéciale n'est pas capable de détecter avec ses yeux et pourtant. Il faut lui prescrire des lunettes » ; a-t-il énoncé.

Il va plus loin en disant que, dans les 46 millions de dollars promis, il n'y a pas un rond payé. « Je vous parle sous le couvert des informations qui résultent du budget de l'État de Guinée. Ces informations sont vérifiables au Trésor public », a ajouté l'ancien ministre de la justice.

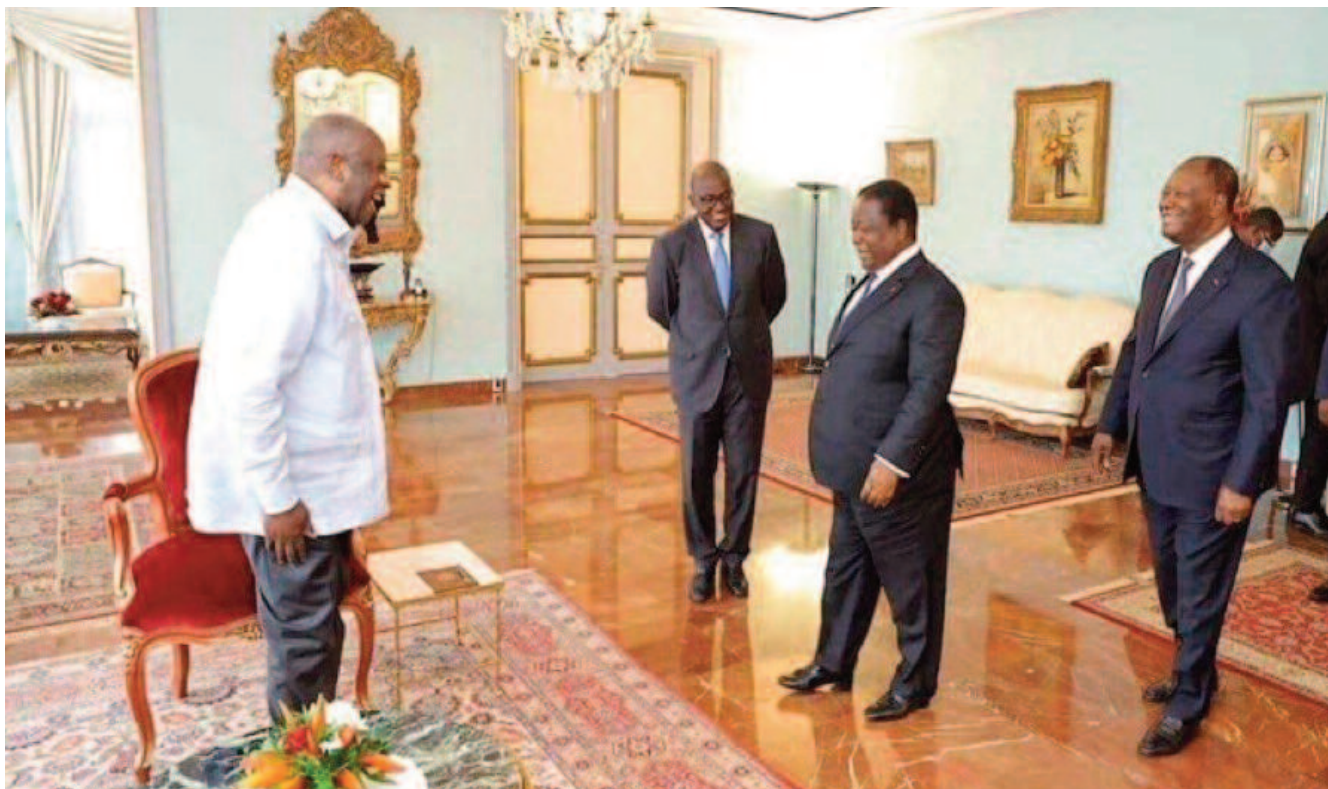
Et en ce qui concerne les 81 milliards de francs guinéens que Kassory Fofana est accusé d'avoir décaissés sans justifier leur destination, Me Konaté précise que ce fonds relève du budget de souveraineté du Premier ministre. « En plus des 46 millions de Dollars, Kassory Fofana serait redevable d'un montant

de près de 86 milliards de francs Guinéens dont on a trouvé en manquant à la primature qu'il n'a jamais pu justifier. Quatrième mensonge, le Premier ministre Kassory Fofana y compris ceux à qu'il a succédé, ont toujours bénéficié de fonds de souveraineté. La loi a accepté de lui attribuer légalement des fonds qui sont votés en tant que budget de l'État par l'Assemblée nationale », a-t-il indiqué.

« On a affaire à un prestidigitateur. On a affaire à un géomancien, on a affaire à quelqu'un qui est tout sauf le procureur. J'ai dit au garde des sceaux réveillez-vous et prenez connaissance de ce qui se passe. Monsieur les colonels réveillez-vous, la justice baromètre de Guinée, ce n'est pas avec ce procureur spécial. Il est de mauvais par ses prises de positions, par ces violations de droits, par ces retournements de situations, par son mensonge, par la demande frauduleuse procéduralement parlant », a-t-il martelé.

■ Maffenin Diarra

Côte d'Ivoire : Rencontre Ouattara-Bédié-Gbagbo ou la réconciliation en attente



Près d'une semaine après le tête-à-tête entre les trois principaux leaders politiques ivoiriens, les commentaires ne tarissent pas. En effet, même si l'actualité reste dominée par l'affaire des 49 soldats ivoiriens arrêtés au Mali, l'entretien entre Ouattara, Bédié et Gbagbo continue d'enflammer peu ou prou le débat public.

Pour l'heure, le contenu et les conclusions exactes de cette rencontre n'ont pas fait l'objet d'un communiqué officiel. Cependant, sur le principe, il faut se réjouir d'une telle initiative. La Côte d'Ivoire en avait grandement besoin. Là, s'arrête le côté objectivement positif. En effet, voulu comme « un levain de la décrispation du climat sociopolitique national », cette rencontre signe davantage la victoire symbolique et politique d'Alassane Ouattara sur ses opposants.

On se rappelle, qu'en son temps, sa troisième candidature fut l'objet de vives contestations, ayant conduit à des morts et emprisonnements. Les forces vives de l'opposition avaient affirmé, urbi et orbi, ne pas reconnaître la lé-

galité de l'élection de ADO ; à qui ils déniaient subséquemment la qualité de « Président de la République ». Pour l'opposition ivoirienne, Alassane Ouattara était ni plus ni moins qu'un putschiste civil, auteur d'un coup d'État constitutionnel pour son troisième mandat. Or - les images en attestent - Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié semblent avoir évolué sur ce point. On ne peut autrement expliquer la lecture du communiqué final de la rencontre dans lequel Laurent Gbagbo, himself, reconnaît le titre de président de la République à Ouattara, en son nom mais aussi en celui de Bédié ! Sous ce rapport, il faut convenir que Ouattara comme d'habitude a (con)vaincu ses adversaires à l'usure. L'adoucissement du langage d'un Charles Blé Goudé envers le pouvoir RHDP ne prouve pas le contraire. Tout se passe comme si, Ouattara avait contraint d'abord ses opposants à reconnaître d'abord sa légitimité préalablement à tout dialogue politique. De ce qui précède, ce pari semble gagné. A ce jour, en dehors de Guillaume Soro (en exil) et Mamadou Koulibaly (qui se fait discret), Ouattara

a mis quasiment toute l'opposition ivoirienne d'accord si non au « garde-à-vous ». Pour certains, l'opposition serait dans une démarche stratégique qui tient compte du réalisme politique.

A ce sujet, affirme le professeur Simplicie Dion : « Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas [...] Monsieur Alassane Ouattara [...] est le Chef de l'État. C'est lui qui a la mission aujourd'hui, qui a le curseur en main et qui peut accélérer les choses. Il est le rassembleur en Chef. Il est le bâtisseur ».

Quoi qu'il en soit, la vérité est que la vraie décrispation du climat sociopolitique ivoirien appelle plus que des rencontres périodiques. Elle impose urgemment notamment la libération de tous les prisonniers politiques, le retour de tous les exilés, le dédommagement de toutes les victimes. Et surtout, le retrait pacifique des trois leaders de la vie politique ivoirienne. Toute autre subterfuge ne serait que folklore et perte de temps.

■ Malik Wogo

Au Kenya : Naissance exceptionnelle de girafons jumeaux

Ce « phénomène extrêmement rare », selon le ministre de la faune, a eu lieu dans le parc national de Nairobi, à seulement 7 km du cœur de la capitale.

Deux girafons masaïs sont nés dans le parc national de Nairobi après quinze mois de gestation, un événement rare dont s'est félicité, mardi 19 juillet, le ministre kényan de la faune, Najib Balala. « C'est un phénomène extrêmement rare », a-t-il commenté sur Twitter, photo à la clé montrant la majestueuse girafe masaï veillant sur ses deux rejetons au long cou tacheté.

Les girafes figurent dans la catégorie des animaux « vulnérables », selon la liste rouge mondiale des espèces menacées établie en 2016 par l'Union internationale pour la conser-

vation de la nature (UICN), qui énumère entre autres « la croissance de la population humaine », la chasse illégale ou encore l'expansion de l'agriculture et des exploitations minières comme facteurs « poussant l'espèce vers l'extinction ». Il ne reste dans le monde que 117 000 girafes vivant à l'état sauvage, d'après la Giraffe Conservation Foundation (GCF). Selon cette ONG, leur nombre a chuté de 30 % ces trente dernières années en Afrique. Le Kenya abrite trois sous-espèces de ces géants : les girafes masaï, réticulées et de Rothschild.

Sur pied en moins d'une heure

Situé à seulement 7 km du cœur de la capitale et de ses gratte-ciel, le parc de Nairobi – le plus ancien d'Afrique de l'Est – attire de nom-

breux touristes pour la richesse de sa faune, entre lions, léopards et rhinocéros. Vaste de 117 km², il a été dessiné par les colons britanniques dans les années 1940. La réserve résiste à la croissance fulgurante de la capitale et des infrastructures, usines et habitations plus ou moins sauvages qui l'accompagnent.

Les girafes ont l'une des plus longues périodes de gestation (quinze mois) parmi les mammifères. Elles mettent bas debout, ce qui signifie que leurs petits, plus gros qu'un homme adulte moyen, tombent d'un peu moins de deux mètres du sol. Cette introduction surprenante à la vie les met sur pied en moins d'une heure. Seule une poignée de naissances de girafons jumeaux ont été documentées dans le monde, le plus souvent sans survie. En liberté, les girafes peuvent vivre jusqu'à 25 ans, alors qu'en captivité leur longévité peut s'étirer jusqu'à 35 ans.

Source : Mondafrique



Diplomatie : Alassane Ouattara entame une visite d'Etat en Afrique du Sud



Le Président ivoirien Alassane Ouattara entame ce mercredi une visite d'Etat en Afrique du Sud qui s'achèvera samedi prochain, a appris Abidjan.net de source officielle. Selon un communiqué de la présidence ivoirienne, le Numéro un ivoirien effectuera une visite d'Etat en Afrique du Sud du 20 au 23 juillet prochain. « Au cours de son séjour, le chef de l'Etat aura des entretiens le vendredi 22 juillet avec son homologue sud-africain au palais de la présidence de la République de Pretoria sur la coopération

entre la Côte d'Ivoire et l'Afrique de Sud ainsi que sur les questions régionales et internationales », a précisé la présidence ivoirienne. Par ailleurs, le Président ivoirien et son homologue sud-africain présideront également une cérémonie de signature de plusieurs accords bilatéraux institutionnels entre les deux pays et le Forum des Affaires Afrique du Sud-Côte d'Ivoire. Dans la soirée de vendredi prochain, M. Ouattara prendra part à un dîner offert en son honneur par le Président Sud-africain et visitera la lendemain samedi 23

juillet, la prison de Robben Island où l'ex-président Sud-africain Nelson Mandela a passé dix-huit ans de ses vingt-sept années de prison. Le Président Sud-africain, Cyril Ramaphosa, rappelle-t-on, a effectué une visite d'Etat en Côte d'Ivoire du 1er au 03 décembre 2021.

L.Barro

Source : new.abidjan.net

Foot allemand : Le Bayern Munich s'offre Matthijs de lig

APRÈS TROIS ANS PASSÉS À LA JUVENTUS, MATTHIJS DE LIGT QUITTE L'ITALIE ET LA SERIE A POUR DÉCOUVRIR LA BUNDESLIGA. LE SOLIDE DÉFENSEUR CENTRAL NÉERLANDAIS VIENT DE SIGNER AU BAYERN MUNICH.

Ce n'est pas dans les habitudes du Bayern Munich de casser sa tirelire comme cela. Mais pour certains joueurs, le club allemand est prêt à faire des folies, comme avec Lucas Hernandez en 2019. Recruté pour 80 M€, le Français a bien failli voir son record être battu puisque le club allemand vient d'annoncer ce mardi le transfert de Matthijs de Ligt (22 ans) en provenance de la Juventus.

«Le FC Bayern a engagé le défenseur Matthijs

de Ligt (22 ans) en provenance de la Juventus Turin. L'international néerlandais s'est engagé jusqu'au 30 juin 2027». D'après Bild, ce transfert est estimé à 70 M€, auxquels se rajouteront éventuellement 10 M€ de bonus en fonction des performances du joueur.

GAGNER EN RÉGULARITÉ AU BAYERN

La Vieille Dame récupère quasiment sa mise de départ de 75 M€ (elle sera dépassée si les

bonus sont levés). Elle avait recruté De Ligt en 2019 après le formidable parcours de l'Ajax en Ligue des Champions. En trois saisons en Serie A, le Néerlandais aura tout de même un peu déçu. Au lieu d'exploser au plus haut niveau, il a soufflé le chaud et le froid, capable de grandes performances, comme de commettre des erreurs très évitables.

L'international Oranje (38 sélections, 2 buts) a également connu des pépins physiques qui ont freiné sa courbe de progression. En Bavière, il lui faudra préserver son corps pour gagner en régularité, surtout qu'il aura une forte concurrence face à lui entre les présences des Français Upamecano, Hernandez, voire Pavard ou encore Nianzou. Une nouvelle page s'ouvre à lui.

Source : foot mercato





Bélier (21 mars - 19 avril)

Entreprenant et motivé, vous aurez toutes les chances de réussir dans votre job. Vous irez de l'avant, prêt à vous impliquer à fond dans ce que vous ferez. S'il vous manque des éléments pour boucler un projet, vous serez tenace pour trouver une solution.

Rien ni personne ne vous fera dévier de votre idée, car vous serez persuadé qu'elle vous rapportera des euros. Vous aurez suffisamment les pieds sur terre pour ne pas vous lancer à l'aveuglette et vous prendrez des conseils pour atteindre votre but.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aimerez votre activité et vous serez même content de partir au travail. Parce que vous l'aurez préparée, cette journée se déroulera bien, et tout ce que vous entreprendrez sera rondement mené et très apprécié par ceux qui vous entoureront.

Jupiter pourrait vous mettre des bâtons dans les roues ou en plein dans le flou dans vos histoires d'argent. En fait, il n'y aura aucun souci particulier, en dehors des vôtres, que vous vous emploierez à cultiver négativement. Réfléchissez de main.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'activité professionnelle continue d'être importante. Vous menez plusieurs tâches à la fois et elles pourraient vous épuiser cérébralement. Dans votre service, il peut manquer du monde. La productivité est en baisse et l'ambiance est électrique.

Gare aux dépenses inutiles. L'argent part aussitôt qu'il entre. Pour garder un budget stable, essayez de ne pas craquer dans les sorties. Vos amis pourraient être la cause de dépenses qui tombent mal. Des concessions sont à faire pour maintenir la stabilité.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La configuration planétaire Soleil-Mars vous obligera à défendre votre gagne-pain ! Vous ne vous contenterez pas uniquement de remplir vos tâches habituelles. Vous demanderez directement à votre directeur un poste plus en phase avec vos compétences.

Votre partenaire aura tendance à faire chauffer la carte bleue du couple. Sans faire la morale ou donner des leçons, vous lui direz tout de même de faire extrêmement attention. En effet, il ne faudrait pas que cela devienne une habitude ! Surtout pas...



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous retrouverez un bon état d'esprit et, avec lui, la volonté nécessaire pour vous engager dans les entreprises qui vous tiendront à coeur et qui seront prioritaires. De très bonnes intuitions vous guideront, que vous aurez intérêt à mettre en pratique.

Vous traverserez une période de turbulence sur le plan financier. Méfiez-vous des promesses non tenues et des abus de confiance. Ouvrez l'oeil si l'on cherche à vous vendre une occasion en or de faire du profit et voyez à qui vous aurez affaire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre planète de secours sera Mars. Vous puiserez votre force dans sa nature combative. Vous serez sur le point de craquer. Ce ne sera pas tant un emploi surchargé que le fait de devoir tout gérer qui vous énervera. Il ne faudra plus rien vous demander.

Il n'est pas dans vos habitudes d'élever la voix pour défendre vos intérêts, préférant en référer à la justice. Mercure vous convaincra de taper du poing sur la table. Votre image en pâtira peut-être, mais votre portefeuille aura beaucoup à y gagner.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous ruminez, car l'ambiance vous agace. De la déception survient dans votre vie professionnelle. Vous êtes peu visible et les collègues évoluent sans vous. Ce climat met le feu aux poudres. Évitez de dire vos états d'âme. De la frustration est inévitable.

Si vous faites du shopping, fixez-vous des limites. Des coups de coeur sont différés. Vous réalisez manquer de moyens pour conjuguer les loisirs et les charges. Un peu de frustration est à venir. Laissez passer la journée avant de faire un achat onéreux.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Porté par un réseau efficace, vous travaillerez et avancerez de manière sereine. Défendre un projet ou conduire une mission difficile ne vous fera pas peur. En assumant vos charges et vos devoirs, ami Scorpion, vous accumulerez les compliments.

Si dans un premier temps, vous ne réaliserez pas de réelles économies, vous dépenserez votre argent plus intelligemment. Placements boursiers, création d'entreprise, cette journée sera cruciale pour prendre ou signer un engagement financier...



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous serez très consciencieux et votre perfectionnisme sera apprécié, pourvu que vous n'imposiez pas votre rythme et vos méthodes personnelles à tout le monde. Vous devrez tenir compte que chaque personne sera différente dans sa méthode de travail.

Vous aurez des ambitions financières que vous ne reniez pas. Au contraire, vous assumerez pleinement que l'argent sera loin d'être un sujet tabou. Pour preuve, vous vous démènerez pour en gagner, sans rechigner pour effectuer des heures supplémentaires.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous ne manquerez pas d'esprit d'entreprise, même si parfois Saturne vous donnera du fil à retordre dans votre secteur d'activité. Quelques réussites pourraient parsemer votre route professionnelle, non grâce à la chance, mais par votre travail acharné.

Sur le plan comptable, vous manquerez d'esprit d'initiative. Au pied du mur, il deviendra urgent de trouver une porte de sortie, mais Jupiter ne vous rendra pas la tâche facile. Lancez-vous un défi en frappant à la porte d'un interlocuteur financier.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une nouvelle activité professionnelle vous tente. Des démarches sont amorcées pour décrocher un poste en affinités avec vos compétences. Uranus votre planète, vous donne envie de changer d'air. Quitter l'entreprise pour une nouvelle est une situation possible.

Essayez de garder votre trésorerie. Gare aux imprévus qui mangent une partie du budget. Si vous faites des achats, comparez les tarifs et ne tombez pas sur le premier article. Des coups de coeur restent probables. Ils peuvent être regrettés par la suite.



Poisson (19 février - 21 mars)

Porté par les bons auspices de Vénus, vous mettez votre talent au service de votre employeur, mais aussi à celui de votre créativité, et de votre réputation. Ami Poissons, pour reprendre un célèbre terme du cinéma, vous serez bancable ! En ce début de mois, vous allez vous assurer que les vases resteront communicants entre vos recettes et vos dépenses, histoire de vivre un mois sans soucis financiers... Votre partenaire vous fera une remarque : pour acheter plus, il faut gagner plus !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23